

sente une urgence de plus en plus grande, à cause de son imminence et des conséquences inhumaines qu'entraînerait un refus de s'y attaquer. Que ce gouvernement reconnaisse et relève le défi, voilà ce qu'exige notre parti et notre pays, je crois.

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, je m'excuse à l'avance de retenir la Chambre sur cette question, mais cette conférence revêtait à mes yeux une importance et une signification considérables. J'étais, moi aussi, un observateur parlementaire et j'espère que la Chambre voudra bien prêter l'oreille à mes quelques remarques sur le sujet. Cette conférence mondiale de l'alimentation a été, malgré ce que peuvent en dire tous les sceptiques et tous les pessimistes, un événement historique d'importance. Elle a traité, il va sans dire, d'un problème fondamental de l'humanité, celui de l'alimentation, et, par conséquent, le sempiternel problème de la sous-alimentation, qui se pose pour des millions de personnes, y compris 200 millions d'enfants un peu partout dans le monde. La conférence a soulevé également un problème urgent et imminent, soit la menace d'une famine de vastes proportions dans certaines parties du monde, notamment le Bangladesh, l'Inde et l'Afrique centrale.

Le monde entier a suivi la marche de la conférence avec un mélange d'espoir et d'appréhension. La conférence a été historique en ce sens que c'était la première fois que des représentants des pays se réunissaient pour examiner ce problème. Comme l'a dit le pape Paul VI dans une allocution impressionnante, «La crise alimentaire est une crise de la civilisation et de la solidarité». Il est évidemment trop tôt pour évaluer les résultats de la conférence. Il s'agit de savoir quelles suites on lui donnera et si les nations sont prêtes à donner un sens aux résolutions qu'elles ont adoptées en assurant les ressources et les mécanismes nécessaires à leur application.

La conférence, à mon sens, a connu des succès et des échecs dont un échec retentissant dans le domaine commercial. La solution du problème de l'alimentation dans le monde exige, en fin de compte, un accroissement du pouvoir d'achat des pays les moins développés. La résolution de la conférence sur ce point fut vague au point d'être décevante. Il y a une chose que je tiens à dire, c'est que tout le monde a semblé d'avis que le problème pouvait être résolu. La nature assure les moyens nécessaires; il s'agit de savoir si l'homme aura la sagesse voulue pour résoudre le problème. Je voudrais encore vous faire part de l'observation suivante: les pays qui produisent des aliments plus qu'ils n'en ont besoin ne devraient pas utiliser ces excédents pour tenter de s'assurer des avantages politiques.

La conférence a mis en évidence bien des aspects du problème. D'abord il y a la menace de famine causée par l'épuisement des réserves alimentaires. J'estime que l'on pourra certainement résoudre ce problème immédiat, mais il y a le problème à long terme encore plus important de l'accroissement de la production alimentaire surtout dans les pays en voie de développement. Ce sont ces pays eux-mêmes qui ont la responsabilité première et immédiate de cette tâche, mais, faute de capitaux et technologie, ils ne peuvent y réussir par eux-mêmes sans une aide soutenue des pays développés.

Comme le ministre nous l'a signalé dans sa déclaration, on a adopté une résolution prévoyant la mise sur pied d'un fonds de développement agricole. Ce sont quelques pays membres de l'OPEP qui ont parrainé cette résolution et, à mon avis, c'est l'un des résultats les plus encourageants de la conférence. Sauf erreur, une autre conférence aura lieu

Conférence mondiale de l'alimentation

le 29 novembre sous les auspices du secrétaire général de la FAO en vue de concrétiser ce projet.

Avant tout, il faut éviter que les pays en voie de développement soient les éternels bénéficiaires d'aumônes, et plutôt leur permettre, par l'accroissement des échanges, d'améliorer par eux-mêmes leur production agricole. Que dois-je dire de la contribution du Canada à cet égard? Le ministre en a parlé en utilisant les mots ronflants de la vantardise si bien qu'il n'est pas nécessaire que j'y ajoute grand-chose. Bien qu'à titre de membre de l'opposition je sois porté à la critique, je pense que les propositions précises du gouvernement canadien visant à accroître son aide alimentaire tant que la situation d'urgence persiste, à fonder cette aide et sa contribution sur des biens réels et non sur des dollars, et à s'engager à verser en moyenne un million de tonnes de grains par an ces trois prochaines années, constituent un apport constructif et ont donné le ton à la conférence.

● (1140)

Je ne suis pas non plus satisfait des arrangements pris lors de la conférence, avec l'appui du Canada, à l'égard de la sécurité alimentaire mondiale. Il aurait beaucoup mieux valu, selon moi, créer une banque mondiale de vivres autorisée à traiter avec les spéculateurs en produits alimentaires et à stabiliser les prix des aliments. Au lieu de cela, on a établi un plan en vue de constituer des stocks de céréales vivrières à l'échelle nationale dont l'utilisation sera coordonnée par une sorte d'organisme international. Des deux solutions, c'est assurément la moins bonne.

Je veux signaler un autre point. Lorsque le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacEachen) a prononcé son discours à la conférence, il a dit que le Canada était décidé à accorder, dans le cadre de ses programmes d'aide, la plus grande priorité aux pays qui disposent des ressources pouvant leur permettre d'atteindre un niveau suffisant de production alimentaire. Naturellement, nous devons tous chercher à atteindre un niveau suffisant, mais je dis qu'on devrait se méfier de ce seul critère, autrement, l'aide sera acheminée vers les producteurs les plus riches qui en profiteront peut-être pour pousser les petits producteurs et les ouvriers agricoles sans terre des pays en voie de développement hors de leur pays et des terres vers les bas quartiers des villes. C'est une situation contre laquelle il faut se prémunir.

L'apport du Canada, m'est aussi apparu comme un échec total à l'égard de la campagne des pays du Tiers monde en faveur de politiques commerciales leur permettant d'accroître leurs exportations et d'être ainsi mieux en mesure de financer leur production vivrière. Le commerce, l'aide et la production d'aliments sont intimement liés. Bien entendu, des entretiens commerciaux détaillés ne pouvaient avoir lieu à la conférence, mais à mon avis le Tiers monde n'avait pas moins raison de demander qu'on examine les grandes lignes de cette action vitale. Il m'a semblé que la réaction du Canada était de prime abord quasi totalement négative. Le ministre prétend qu'on a tort d'accuser la délégation canadienne d'avoir fait de l'obstruction systématique. Peut-être n'a-t-elle pas fait d'obstruction, mais j'étais là et je suis en mesure de dire que l'attitude initiale a été presque uniquement négative et qu'une obstruction aurait eu à peu près le même effet.

Des voix: Bravo!

M. Brewin: J'accorde cependant au ministre un certain crédit. Plus tard au cours de la conférence, cette attitude semble avoir été plus souple. Peut-être que je lui accorde